

## Le sabotage dans la Résistance

Ce dossier fait suite à la récente parution du livre *Histoire du sabotage de la CGT à la Résistance* par Sébastien Albertelli. Il nous a paru intéressant de proposer à son auteur d'en présenter les principaux acquis à nos lecteurs.

### Sabotage et Résistance : une mise en perspective

Par Sébastien Albertelli, chercheur associé du Laboratoire de Recherche historique Rhône-Alpes (LARHRA-CNRS)

« Ohé, saboteur, attention à ton fardeau : dynamite... »

Ces mots célèbres tirés du *Chant des partisans*, rédigé en 1943, témoignent de ce que le sabotage s'est très tôt inscrit dans les représentations comme l'un des archétypes de l'action résistante. La tentation a même été grande de réduire la figure du résistant à celle du saboteur. Les études historiques sont revenues sur cette tendance pour souligner combien l'action résistante avait pris des formes variées n'impliquant pas toutes une action violente. Il ne faudrait pas pour autant sous-estimer l'importance du sabotage pendant l'Occupation, car c'est bien la Résistance qui a imposé cette technique comme l'une des armes privilégiées du combattant clandestin.

#### Naissance d'un concept

Le concept de sabotage existe bien avant la Seconde Guerre mondiale, mais il reste le plus souvent cantonné au domaine des idées, des fantasmes et des expérimentations. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les services secrets réfléchissent depuis près d'une trentaine d'années à une modalité particulière du combat du faible contre le fort : il s'agit de tirer parti de la dépendance croissante des sociétés modernes à l'égard de machines (machines-outils, locomotives, etc.) et de réseaux (chemin de fer, télégraphe et téléphone, etc.) de plus en plus complexes. Dans un contexte marqué par le développement d'explosifs modernes puissants, stables et peu encombrants (dynamite, mélinite, etc.), la croyance se répand qu'une action limitée, intelligemment ciblée, peut donner des résultats disproportionnés et permettre de paralyser machines et réseaux. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les anarcho-syndicalistes dont émerge la figure d'Émile Pouget, conceptualisent le sabotage en même temps qu'ils en inventent le nom<sup>(1)</sup> : eux aussi s'inscrivent dans un contexte de guerre, la guerre sociale ; eux aussi se placent du point de vue du faible (le prolétaire exploité et désarmé) contre le



Collection particulière.

**Tract de Vichy dénonçant le sabotage auquel se livre la Résistance.**

fort (le bourgeois disposant de l'argent, de l'armée, etc.) ; eux aussi veulent croire qu'il est possible d'enrayer la machinerie complexe de la société capitaliste par de menues actions ciblées et répétées. Les similitudes entre les deux démarches sont telles que les militaires eux-mêmes finissent après la Grande Guerre par adopter le terme « sabotage », issu de la mouvance révolutionnaire.

### SOMMAIRE

- Le Sabotage et la Résistance ..... p. I  
une mise en perspective  
*Par Sébastien Albertelli*
- Pour en savoir plus ..... p. V
- « Gens de la lune » : ..... p. VI  
qui sont les saboteurs  
parachutés en France ?  
*Par Bruno Leroux*
- Les propagandes nazie et vichyste ..... p. VII  
contre les sabotages  
*Par Bruno Leroux*
- Presse clandestine et sabotages : ..... p. VIII  
à propos des photographies  
*Par Bruno Leroux*

Ainsi s'articulent progressivement les principaux éléments d'une définition du sabotage : il s'agit d'une action consciente et intentionnelle contre des biens matériels, menée dans la clandestinité par un groupe ou une organisation qui poursuit une stratégie ; sa valeur repose sur la disproportion entre la faiblesse des moyens – matériels et humains – engagés et l'ampleur des effets attendus ; et ces effets peuvent aussi bien être spectaculaires qu'insaisissables.

La croyance dans la réalité de la menace que représente le sabotage se diffuse au cours des décennies qui précèdent la Grande Guerre. Elle nourrit espoirs et craintes. En 1914, le mouvement ouvrier, d'abord séduit, a cependant pris ses distances avec une arme dont seuls les anarchistes continuent à vanter les mérites. Pendant la Grande Guerre, les résistants qui opèrent dans les territoires occupés du Nord de la France et de Belgique ne pratiquent pas le sabotage. Les services secrets des puissances en guerre nourrissent quant à eux de vastes projets, qui se révèlent toutefois peu concluants<sup>(2)</sup>. Il n'empêche : après la guerre, la littérature d'espionnage, qui connaît un vif succès, diffuse l'image du saboteur. Celui-ci s'impose alors, à côté de l'espion,

comme une nouvelle figure de la menace. Quelques épisodes contribuent à rendre cette menace concrète, notamment lorsque l'armée française doit faire face à des sabotages ferroviaires dans la Ruhr, qu'elle occupe dans les années 1920. Les craintes ne manquent pas de ressurgir en 1939-1940, mais les sabotages commis par les Allemands ou pour leur compte sont restés très rares, voire inexistants.

En somme, le sabotage est une idée familière en 1940, même si sa pratique est restée marginale. Il est bien présent dans les esprits, comme en attestent



© Mark Seaman.

### Destruction du pylône n° 506 sur la ligne 1500 kV Bayet-Montluçon, le 13 avril 1944.

Le bond spectaculaire des sabotages à partir de l'été 1943 affecte tous les types de cibles : voies ferrées (d'environ 30 déraillements en juillet à une centaine en septembre, sources SNCF), établissements industriels (de 100 en juillet à 300 en septembre, sources allemandes), ou comme ici les pylônes à haute tension (72 destructions au 1<sup>er</sup> semestre 1943, 332 au 2<sup>e</sup> semestre, source rapport DGER en 1945). Dans ce domaine, la réussite la plus éclatante est celle de la mission Armada II (André Jarrot et Raymond Basset) qui, parachutée en novembre 1943, détruit en cinq mois quelque 180 pylônes sur les lignes alimentant la région parisienne.

priorité : l'organisation des masses en vue de la prise du pouvoir politique. Les rares appels au sabotage lancés par des communistes sont par conséquent des traces d'engagements antérieurs que le parti s'applique à faire disparaître ou la traduction d'un contexte dans lequel la guerre sociale cède le pas à la guerre tout court ; car s'ils ne sont pas adeptes du sabotage dans la guerre sociale, les communistes sont convaincus que cette arme jouera un rôle important dans la guerre moderne.

Pendant la « drôle de guerre », le PCF interdit suite au pacte germano-soviétique, lance quelques appels aux sabotages dans les usines françaises début 1940, durant la brève période où se profile la perspective d'une intervention française dans la guerre russo-finlandaise<sup>(4)</sup>. Après la défaite, il faut attendre l'invasion de l'URSS par Hitler, en juin 1941, pour qu'il lance ses maigres troupes dans la lutte armée contre l'occupant et les collaborateurs et préconise le sabotage. À partir du 1<sup>er</sup> juillet 1941, le *Komintern* exhorte les communistes à saboter les centres industriels, les infrastructures ferroviaires ou encore le matériel de guerre de l'ennemi en France. *L'Humanité* clandestine se fait l'écho de ces consignes en indiquant, dès juillet 1941, que le devoir patriotique impose « DU SABOTAGE, encore DU SABOTAGE, et toujours DU SABOTAGE. SABOTAGE dans les usines, dans les gares, dans les campagnes. SABOTAGE pour empêcher que l'ennemi puisse tirer quoi que ce soit de notre pays<sup>(5)</sup> ».

les propos de certains orateurs de la BBC : certains exhortent les Français – et tout particulièrement les ouvriers – à adopter une technique issue de la tradition syndicale ; d'autres, comme André Labarthe, font l'éloge des « saboteurs de 1914-1918 »<sup>(6)</sup> ; d'autres encore rêvent de retourner contre l'occupant une arme qui lui aurait si bien réussi dans sa conquête de l'Europe.

résistante à partir de 1941. Contrairement à ce que veulent croire leurs adversaires dès les années 1920, ils n'étaient pas des partisans du sabotage dans le cadre de la lutte sociale. Dans le fil d'une argumentation développée déjà par Jaurès, ils considèrent le sabotage comme un avatar de l'anarchisme. Ils lui reprochent notamment de détourner les prolétaires de leur

### Saboter pour résister

Le sabotage fait-il pour autant partie des techniques que mobilisent les premiers résistants ? L'un des premiers héros revendiqués par la Résistance est Étienne Achavanne, fusillé le 6 juillet 1940 pour avoir sectionné des lignes téléphoniques allemandes le 20 juin. Ce type de geste est fréquent, notamment dans les départements côtiers, où l'occupant est le plus présent, et dans les campagnes, où la surveillance est difficile. Même si, comme le souligne le cas d'Achavanne, la répression se montre particulièrement dure envers les auteurs de tels actes, tout indique que ceux-ci restent des actes isolés, qui ne relèvent pas d'une résistance organisée et qui ne constituent en rien une menace pour les forces d'occupation. On relève toutefois, à côté de gestes imprudents ou de dégradations dénuées de sens résistant – comme il s'en produit beaucoup en temps de paix –, certains actes qui constituent une forme primaire de refus, certes individuelle et peu structurée, mais qui visent bien – comme plus tard la Résistance organisée – à nuire à l'occupant. Ces coupures de câbles ne disparaîtront jamais tout à fait, mais elles diminueront et passeront progressivement au second plan à mesure que s'imposeront d'autres cibles, plus importantes pour les forces d'occupation.

Les communistes jouent un rôle majeur dans l'intégration du sabotage au répertoire de l'action



© Henri Dedun.

### Déraillement d'un train de voyageurs à Ossun près de Tarbes le 19 janvier 1944.

Ce déraillement, suite à un sabotage mal ciblé, cause 25 morts et une cinquantaine de blessés. Plusieurs déraillements de ce type surviennent à partir de l'automne 1943. Rapportés au nombre mensuel moyen des sabotages ferroviaires à cette époque (plusieurs centaines), ils apparaissent relativement peu nombreux. Ils sont l'indice le plus dramatique de l'importance cruciale du renseignement pour les saboteurs. L'intervention de ceux-ci n'est la plupart du temps que la phase finale d'une action collective impliquant nécessairement des complicités : chez les cheminots de l'Exploitation, en l'occurrence, ou à l'intérieur des établissements quand la cible est une usine.

l'image d'un des quatre détachements des FTP-MOI de Missak Manouchian, baptisé le « détachement des dérailleurs ». La moitié des dix résistants qui figurent sur « l’Affiche rouge » appartenaient à ce détachement.

Les mouvements de résistance non communistes, qui s'organisent progressivement à partir de 1941, proclament eux aussi leur volonté de pratiquer le sabotage même si, en pratique, ils remettent ce type d'action à plus tard et privilégient dans l'immédiat d'autres formes d'engagement, notamment la contre-propagande et le renseignement. Jacques Renouvin crée ainsi dès 1941, en zone non occupée, un « groupe de "choc" » au sein du mouvement Liberté, mais son but, comme celui de beaucoup de groupes d'action jusqu'à la Libération, est moins de saboter que de harceler les partisans de la collaboration.

La situation évolue en 1942, à la fois parce que l'activisme communiste suscite une certaine émulation et parce que les mouvements réalisent qu'ils doivent acquérir une légitimité militaire pour espérer être pris au sérieux à Londres. Tous les mouvements se dotent alors de groupes francs. Ce sont de petites cellules nées de l'initiative de fortes personnalités, rassemblant des volontaires prêts à prendre tous les risques sans attendre. En 1943, les Mouvements Unis de Résistance (MUR) de zone Sud se dotent d'un Service national des groupes francs confié à Serge Ravelin. Localement, la vigueur de ces groupes dépend du dynamisme des volontaires, du volontarisme des dirigeants et du matériel disponible. Les MUR organisent également un service baptisé Action ouvrière (AO), confié à Marcel Degliame, pour

recruter des saboteurs dans le monde ouvrier, au risque de se heurter aux responsables syndicaux non communistes, qui privilégient le travail d'organisation, la propagande et la grève<sup>(6)</sup>. Les maquis qui se développent à partir de 1943 jouent également un rôle en matière de sabotage même si, là aussi, le travail d'organisation absorbe l'essentiel des énergies et ce type d'action est confié à une minorité de volontaires organisés en groupes spécialisés.

## Le royaume des saboteurs

Les saboteurs, communistes et non communistes, qui agissent en France bénéficient de l'appui des services basés en Angleterre.

Les Britanniques jouent un rôle majeur dans la multiplication des sabotages en France. Les succès du Reich, en particulier à partir de l'Anschluss, les ont convaincus que celui-ci maniait avec succès l'arme de la 5<sup>e</sup> colonne et du sabotage et qu'il était urgent de retourner cette arme contre lui. Ils créent pour cela des services dédiés pour l'essentiel à l'étude et au développement technique. Des projets sont mis sur pied mais, en définitive, rares sont ceux qui sont effectivement mis en œuvre durant la « drôle de guerre ». Les services secrets français, qui ne s'engagent dans cette voie qu'après la déclaration de la guerre sont moins opérationnels encore. La défaite de la France en juin 1940 et la situation périlleuse dans laquelle se retrouve la Grande-Bretagne renforcent l'idée que le sabotage et la subversion, armes des faibles, constitueront à l'avenir la planche de salut du Royaume-Uni. Mais, avec l'entrée en guerre des gros bataillons soviétiques et américains, cette arme sera de nouveau marginalisée, les états-majors alliés la considérant au mieux, jusqu'à la fin, comme un « bonus ».

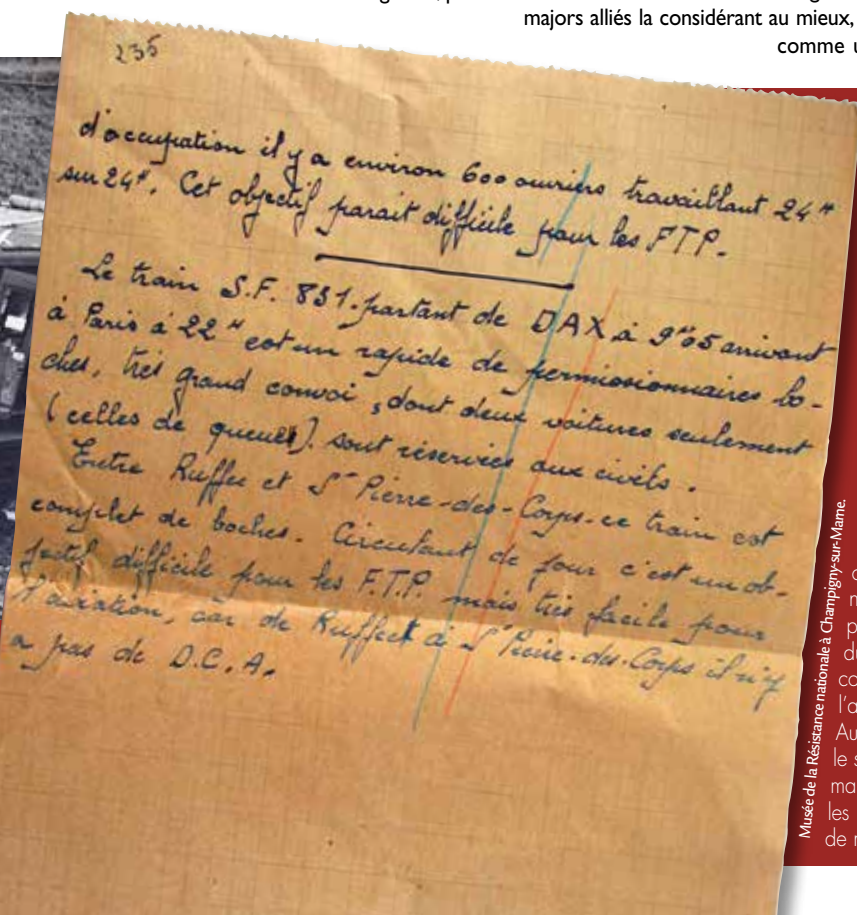
Quand bien même le sabotage n'a jamais occupé une place centrale dans la stratégie des Alliés, ceux-ci ont joué un rôle majeur dans l'affirmation de son potentiel. Le *Special Operations Executive* (SOE) créé par Churchill en juillet 1940 pour « mettre le feu à l'Europe » a amplement professionnalisé cette pratique. Il a développé un matériel adapté, de plus en plus standardisé, et mis au point des procédures assez efficaces pour acheminer ce matériel en territoire occupé, essentiellement par voie aérienne. Il a en outre mis au point une formation, dispensée dans de multiples camps établis en Grande-Bretagne, qui a conduit à l'émergence d'un corps de saboteurs quasi professionnels. Le service a aussi soigneusement étudié la situation en France et tenté d'orienter l'action des résistants de manière à la rendre aussi utile que possible à l'effort de guerre allié. Ainsi a-t-il désigné à ses agents comme cibles un certain nombre d'industries (sous-marins, roulements à billes, aviation, etc.), les voies ferrées, etc.

Les Britanniques développent leurs propres réseaux en France, commandés par des officiers – français ou britanniques – qui prennent leurs ordres directement auprès d'eux : ce sont les réseaux de la section F, dits Buckmaster, du nom du chef de cette section du SOE. Pragmatiques, ils s'appuient aussi sur la France libre dont les services secrets – le BCRA du colonel Passy – contribuent à organiser et à orienter l'action des mouvements de résistance. Le BCRA recrute et achemine en France environ 150 saboteurs, formés par les Britanniques et chargés soit d'exécuter eux-mêmes des sabotages, soit de former les résistants à l'utilisation du matériel qu'ils reçoivent. Le nombre de ces agents progresse fortement à partir du second semestre 1943. L'Armée secrète (AS) des mouvements est organisée sur la base de petites équipes de

### Rapport du service FANA (service de renseignement des FTP) sur le train Dax-Paris indiquant, pour une fois, qu'un bombardement est préférable à un sabotage.

Les résistants et les services alliés en lien avec eux (SOE et BCRA) prônaient en général le sabotage plutôt que le bombardement. Mais l'état-major interallié fut peu sensible à l'argument d'un retournement possible de la population française, durement touchée : ce n'était qu'une hypothèse, alors que les résultats stratégiques immédiats des bombardements paraissaient tangibles, davantage en tout cas que ceux des sabotages que les rapports reçus de France peinaient souvent à confirmer. En octobre 1943, la RAF permit au SOE de tester son plan *Blackmail* (chantage sur la direction de Peugeot pour qu'elle laisse saboter ses installations pour éviter un bombardement) ; mais malgré la réussite de ce test, la généralisation de cette méthode sera plutôt un échec et la répartition des objectifs industriels avec le *Bomber Command* restera théorique, celui-ci restant libre dans les mois suivants d'élargir ses cibles. Fin novembre, l'état-major allié interrompt les mitraillages de locomotives par l'aviation pour ne pas s'aliéner les cheminots, interruption qui durera quatre mois. Mais par ailleurs en décembre, un test de 50 coupures de voies ferrées effectué dans le Sud-Est pour entraver l'approvisionnement du front italien donne des résultats peu probants. Au total, pour le futur Débarquement, Eisenhower reste convaincu que le sabotage ne peut être qu'un « bonus » aléatoire. À partir de la fin mars 1944, il impose une campagne de bombardements massifs visant les installations ferroviaires fixes (ateliers, triages, rotondes, etc.) au prix de milliers de victimes civiles.

Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne



saboteurs dont l'objectif est de procéder au jour J à «une vaste opération coordonnée de sabotage» sur les arrières de l'ennemi pour faciliter le débarquement allié sur les côtes françaises<sup>(7)</sup>.

Tout au long de la guerre, dans le domaine de la lutte armée un débat oppose les tenants d'une action immédiate et ceux d'une action déclenchée «au Jour J», ces derniers craignant qu'une action prématurée ne provoque des représailles d'une telle violence que la Résistance s'en trouve finalement incapable de contribuer au succès du Débarquement. Les communistes s'imposent comme les premiers tenants de l'action immédiate, sous toutes ses formes (attentats contre l'occupant et sabotages), et appellent la Résistance à engager toutes ses forces sans attendre. Si les attentats sont longtemps rejetés par les mouvements non communistes, ceux-ci acceptent la pratique du sabotage, mais en opérant sous la pression de Londres une distinction entre les Groupes francs voués à l'action immédiate et l'Armée secrète, dont les actions de sabotage et de *guérilla* interviendront en soutien du

Débarquement. En pratique, de nombreux responsables de mouvements non communistes partagent l'idée qu'il est nécessaire d'aguerrir les saboteurs en les engageant au plus tôt dans des opérations. Ce point de vue est progressivement adopté par tous les acteurs de terrain, y compris les officiers venus d'Angleterre, d'autant que la multiplication des bombardements alliés sur des objectifs stratégiques, avec leur cortège de victimes civiles, conduit les résistants à proposer aux états-majors, avec insistance, le sabotage comme alternative. Les services londoniens aspirent néanmoins – comme tous les états-majors, y compris ceux des mouvements de résistance – à orienter et, autant que possible, à contrôler cette action immédiate. À mesure qu'approche le Débarquement, la crainte se renforce que les sabotages, trop nombreux et indifférenciés, se montrent finalement plus préjudiciables qu'utiles. Nombre d'officiers venus de Londres apportent donc des instructions visant à la fois à cibler les sabotages et à protéger un certain nombre d'infrastructures jugées précieuses pour la progression des forces alliées et la reconstruction du pays.

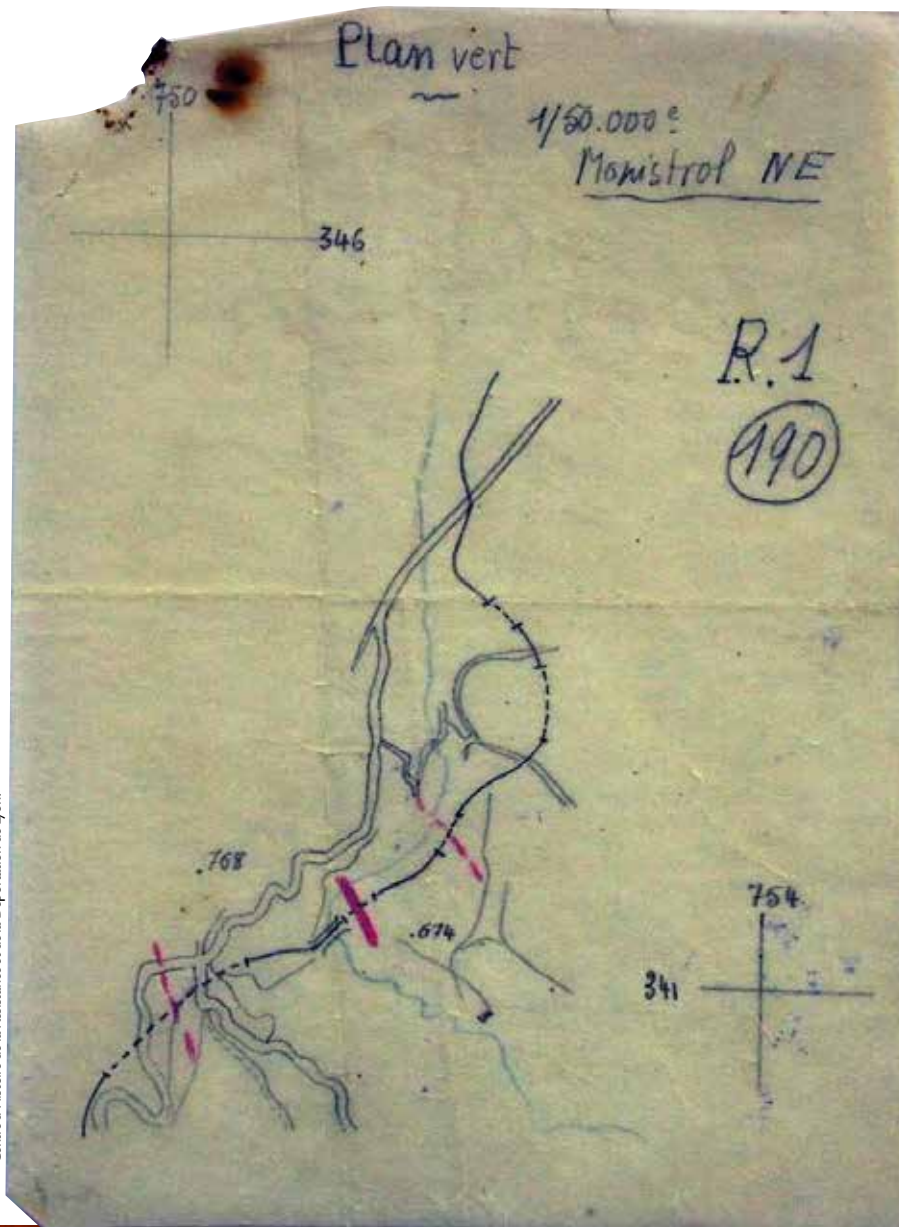
## Quelle importance pour le sabotage ?

Toutes les sources disponibles – celles issues de la résistance, comme les sources allemandes, les sources alliées et les sources policières – attestent que la pratique du sabotage s'est imposée de façon massive au cours de l'Occupation. Toutes mettent en évidence le saut quantitatif qui intervient à partir de l'été 1943, dans tous les domaines (voies ferrées ou navigables, sites industriels, installations électriques, machines agricoles). Toutefois, au cours des derniers mois de l'occupation, et plus encore au cours des combats de la Libération, la guerre clandestine, dans laquelle les saboteurs tâchaient d'éviter le contact avec l'occupant, cède progressivement la place à un combat plus ouvert. Ainsi, à côté des individus et petits groupes qui continuent d'agir clandestinement, des équipes de plusieurs dizaines d'hommes en armes procèdent à des attaques en force et à visage découvert. Tablant sur la surprise et leur supériorité ponctuelle, ils détruisent des usines – comme l'usine de moteurs d'avions SIGMA, à Vénissieux, en novembre 1943 – ou capturent des trains pour les détruire.

Le constat du caractère massif des sabotages laisse ouverte la difficile question de l'évaluation de leur efficacité. Cette arme, en définitive, s'est-elle montrée à la hauteur des espoirs placés en elle et des craintes qu'elle a suscitées ? Les saboteurs l'affirment naturellement et tendent à mesurer l'efficacité militaire qu'ils revendiquent à l'aune du courage, indéniable, dont ils ont fait preuve. Ils traduisent volontiers cette efficacité en nombre de divisions que les Alliés n'ont pas eu à déployer ou de bombardements meurtriers épargnés au pays. Aucune étude rigoureuse ne permet d'étayer un tel point de vue. De nombreuses évaluations ont certes été menées dès la fin de la guerre, mais la plupart l'ont été par les services secrets chargés d'organiser les sabotages au cours du conflit. Leurs conclusions sont en partie biaisées par la nécessité pour ces services de vanter l'efficacité de leur action pour assurer leur survie après la guerre. Ces études ne sont toutefois pas simplistes : elles établissent

### Plan Vert, calque du secteur de Monistrol dans la Drôme.

Les 1<sup>er</sup> et 5 juin 1944, la Résistance reçoit via les «messages personnels» de la BBC l'ordre d'exécuter les sabotages planifiés, en renouvelant pendant une semaine son action afin d'entraver l'afflux des renforts allemands vers la tête de pont alliée en Normandie. Les bilans alliés effectués durant l'été reflètent la difficulté d'évaluer la réussite des sabotages. Fin juin, le *Special Forces Headquarters* atteste de 486 coupures de voies ferrées (le plan vert), précisant que bien d'autres ont dû être opérées sans être confirmées. L'autre problème est celui des objectifs : les sabotages effectués n'ont pas forcément été ceux prévus, faute de connaissance des plans sur le terrain ou parce que ceux-ci étaient jugés inadaptés. Les services français l'avaient prévu, mais n'en insistent pas moins dans leurs rapports sur le fait que les «plans» ont été pour l'essentiel réalisés : au-delà de l'efficacité militaire des sabotages – reconnue par les Alliés – ceux-ci servent aussi à prouver l'autorité du GPRF sur la Résistance, et donc sa légitimité.



clairement des distinctions entre différentes formes de sabotage, pour tirer les enseignements de l'expérience de la Résistance dans la perspective des guerres futures. C'est ainsi, par exemple, qu'en matière de sabotage industriel, l'action menée contre les sources d'énergie est jugée bien plus efficace que celle menée directement contre les machines<sup>(6)</sup>. Par ailleurs, dans certains cas précis, comme celui des écluses sur les voies navigables, le sabotage est considéré dès l'été 1944 comme plus efficace que les bombardements aériens.

En définitive, la question de l'efficacité militaire, aussi importante soit-elle, n'épuise pas la question de l'évaluation du sabotage car ce dernier renferme, comme toutes les autres actions des résistants, une forte dimension existentielle et renvoie au sens ultime de leur engagement. Chaque sabotage est la manifestation d'une volonté collective de résister et, dans cette perspective, on ne saurait déduire qu'un geste est inefficace parce qu'il a peu voire pas d'effets, comme c'est le cas de beaucoup de sabotages. Pour ceux qui font le choix intime de l'engagement, chaque geste a son importance d'autant que leur accumulation vise aussi à incarner la capacité des Français à participer à leur propre libération. De ce point de vue, finalement, en termes d'intention, de préparation, d'exécution et de risques, un sabotage peu réussi n'est guère différent d'un autre plus directement efficace. En outre, comme tous les résistants, les saboteurs sont l'émanation d'une micro-société clandestine qui entretient des liens avec le reste de la société, sans lequel elle ne saurait exister. Rien n'en atteste mieux que le contre-exemple des saboteurs envoyés en France par les Allemands en 1944-1945 : sans aucun lien avec la société dans laquelle ils prétendent agir, ces agents issus des partis collaborationnistes sont mis hors d'état de nuire avant même d'avoir pu entreprendre les actions pour lesquelles ils avaient été envoyés en France. ■

(1) Émile Pouget, *Le sabotage*, Paris, Librairie des sciences politiques et sociales Marcel Rivière, sd [circa 1910] rééd. Marseille, Le Flibustier, 2009. L'auteur revendique l'emprunt du terme à l'argot des ouvriers parisiens de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, qui traitait parfois de « sabots » les ouvriers non qualifiés, parce que leur travail était réputé de piètre qualité, « comme effectué à coups de sabots ». La presse anarchiste avait fait connaître aussi l'emploi du verbe « saboter » chez les mineurs, à propos de l'ouvrier paresseux qui traîne les sabots en marchant.

(2) Les réussites les plus avérées sont le fait de saboteurs allemands sur le sol américain, avant l'entrée en guerre officielle des États-Unis : c'est à eux qu'on doit la destruction, par incendie ou explosion, de nombreux cargos chargés de marchandises destinées à la France ou à ses alliés, et sans doute des explosions visant des usines ou entrepôts. Cf. J. Witcover, *Sabotage at Black Tom. Germany's Secret War in America. 1914-1917*, Chapel Hill, Algonquin Books, 1989.

(3) André Labarthe, « Saboteurs of 14-18 », BBC, 5 septembre 1940.

(4) Une poignée de saboteurs sont jugés et fusillés. Mais, contrairement aux craintes de la psychose anticommuniste qui se répand alors, il n'y a pas de campagne générale et continue d'incitation au

sabotage par le PCF durant la « drôle de guerre ». Voir T.C. Imlay, « *Mind the Gap: the Perception and Reality of Communist Sabotage of French War Production during the Phoney War* », *Past and Present*, n° 189, novembre 2005, p. 179-224.

(5) « Que faut-il ? », *L'Humanité*, n° 122, 29 juillet 1941.

(6) Or, la coexistence de ces différents types d'action résistante en un même endroit n'avait rien d'évident : en octobre 1942, le déclenchement de la première grève contre les réquisitions de main-d'œuvre en zone Sud, dans les ateliers SNCF de réparation d'Oullins (Rhône), a été précédé d'intenses discussions entre résistants. Certains craignaient que la grève ne mette en danger les

## Pour en savoir plus

Cette liste, évidemment non exhaustive, est d'abord destinée à proposer des pistes de réflexion et de travail.

### Orientation bibliographique

#### Ouvrages de référence, à des titres différents, sur le sabotage

■ Sébastien Albertelli, *Histoire du sabotage. De la CGT à la Résistance*, Perrin, 2016.

[La première étude scientifique remplaçant le sabotage de la Résistance dans une histoire longue, depuis la guerre de 1870].

■ Franck Lambert, *Les saboteurs de la France Combattante*, Histoire et Collections, 2015.

[Cette étude, richement illustrée de documents personnels de saboteurs et de matériel de sabotage, laisse de côté les saboteurs de la Résistance intérieure tout comme ceux employés en France par les réseaux alliés dont ceux de la section F du SOE britannique. Elle présente le recrutement et l'instruction des saboteurs, les différentes missions et plans de sabotage ainsi que des portraits vivants des saboteurs eux-mêmes].

■ Sébastien Albertelli, *Les services secrets de la France libre. Le bras armé du général de Gaulle*, Paris, ministère de la Défense-DMPA-DGSE, Nouveau Monde édition, 2012

[Dans ce livre richement illustré de documents d'archives inédits dont de nombreuses photographies d'agents, on se reportera plus particulièrement au chapitre « Le BCRA en action » (« vert, violet, jaune... des plans pour le Jour J », « diriger l'action immédiate », « le Jour J »)]

■ Amicale des réseaux action de la France combattante, *Les réseaux action de la France combattante 1940-1944*, 1986. Livre téléchargeable depuis ce lien :

[http://www.fondationresistance.org/pages/accueil/les-reseaux-action-france-combattante\\_publication6.htm](http://www.fondationresistance.org/pages/accueil/les-reseaux-action-france-combattante_publication6.htm)

[Voir plus particulièrement le chapitre « Saboteurs et sabotages » qui aborde successivement la formation des saboteurs en Angleterre, le matériel utilisé, les différents domaines d'application, des extraits de récits de sabotages industriels accomplis par les réseaux action : usines Bronzavia à Courbevoie, usine de Gardanne, barrage de Gigny].

■ François Marcot (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, Bouquins, 2006

[Voir plus particulièrement les entrées « Armada », « Bloc Planning », « Plans d'actions en France (déclenchement et exécution) », « Sabotages d'Airan », « Sabotages aux usines Peugeot », « Sabotages et attentats », « sabotages ferroviaires »...].

#### Témoignages et souvenirs

■ Jeanne Bohec, *La plastiqueuse à bicyclette*, Paris, Éditions du Félin, coll. Résistance - Liberté - Mémoire 1999 [Autobiographie de l'unique saboteuse de la France libre].

■ Benjamin Cowburn, *Sans cape ni épée*, Gallimard, 1958 [Livre épuisé, qu'on signale parce que « Ben » Cowburn est un des plus remarquables saboteurs britanniques du SOE en France, aux missions multiples].

■ Bob Maloubier, *Agent secret de Churchill*, Tallandier, 2015 [Les mémoires d'un saboteur français employé par le SOE britannique, préfacés par Jean-Louis Crémieux-Brilhac].

#### Études de cas de sabotages

■ Jean Quellien, *Résistance et sabotages en Normandie*, Condé-sur-Noireau, Éditions Charles Corlet, 2004 (2<sup>e</sup> éd.) [Sur le plus important sabotage ferroviaire du printemps 1942, réalisé par des FTP, aux conséquences importantes en termes de répression].

■ Raymond Picard, « Sabotage des usines Ratier de Figeac », revue *Résistance R4*, n° 9, septembre 1979 [Un exemple, parmi d'autres de la collaboration entre saboteurs parachutés et mouvements de résistance pour la réalisation d'une action].

### Sitographie

■ Sur le site du musée de l'Ordre de la Libération ([www.ordredelaliberation.fr](http://www.ordredelaliberation.fr)), on trouvera les biographies de 12 saboteurs qui ont été fait Compagnons de la Libération : Raymond Basset, Pierre Briout, François Fouquat, Jean Gosset, Pierre Guilhemon, Georges Héritier, André Jamme, André Jarrot, Joël Le Tac, André Ronderay, Marcel Suarès, André Varnier.

membres du groupe de sabotage en formation dans les ateliers. Cf. « Les cheminots dans la Résistance », numéro spécial de *La Lettre de la Fondation de la Résistance*, 2005, p. 13.

(7) Les multiples plans d'action pour le Jour J élaborés par le BCRA mais aussi par les mouvements eux-mêmes, aboutiront à quatre plans, dont trois seront réellement déclenchés : vert (voies ferrées), violet (lignes téléphoniques souterraines longue distance), Bibendum/Tortue (voies de communication autres que ferroviaires).

(8) Direction générale des Études et Recherches (DGER), Rapport du capitaine Henneguier, 29 mai 1945, Archives nationales, 3AG2/230.

# « Gens de la lune » : qui sont les saboteurs parachutés en France ?

Par Bruno Leroux

Les recherches de Sébastien Albertelli et Franck Lambert dans les archives françaises et anglaises permettent de mieux cerner le profil des 149 saboteurs formés par les Britanniques et utilisés par la France libre de 1941 à juillet 1943 puis le Comité français de la libération nationale jusqu'à la fin août 1944<sup>(1)</sup>.

## Profil « politiques »

La répartition des 173 missions effectuées par ces saboteurs montre bien leur intervention tardive : 22 missions au total en 1941-42, puis 30 en 1943, 44 de janvier à mai 1944, 73 pendant l'été de la Libération.

En termes de recrutement, cela signifie qu'une moitié seulement se sont engagés du temps de la France libre. Parmi ceux-ci, quelques-uns ont résisté en métropole dans les réseaux du BCRA avant de venir se former au sabotage à Londres, tels le philosophe Jean Gosset. La plupart ont rallié directement le mouvement créé par de Gaulle, soit en Angleterre même (en 40) soit depuis l'Empire français (notamment après la campagne de Syrie) soit, le plus souvent, de métropole en deux vagues distinctes : en 1940, puis au premier semestre 1943 après la libération de l'Afrique du Nord ou/et devant la menace du STO.

L'autre moitié, qui rallie après l'été 1943 le CFLN dirigé par de Gaulle et Giraud, comprend une majorité d'ex-militaires de l'armée d'armistice. Parmi eux certains restent « giraudistes », c'est-à-dire attachés à une conception de la Résistance refusant l'antivichysme du mouvement gaulliste. Ainsi Philippe Lauzier, ex-sous-officier de l'armée d'Afrique, se revendique-t-il antidémocrate et antisémite (et donc implicitement favorable à la Révolution nationale de Pétain). D'autres n'ont travaillé avec les giraudistes que par volonté de privilégier l'action militaire, tel Bernard Amiot qui avait intégré en 1943 les services secrets d'Alger bien qu'ayant résisté auparavant au sein du mouvement Combat (gaulliste) en Afrique du Nord.

En tout état de cause, la spécialité choisie par tous ces hommes – le sabotage – leur permettait de réduire au maximum le risque de tension politique entre eux et, surtout, avec les formations auprès desquelles ils seraient envoyés en métropole.

## Les saboteurs vus par leurs instructeurs

Statistiquement, les saboteurs recrutés sont jeunes (29 ans) mais un peu plus âgés que la moyenne des Français libres au moment de leur engagement (24-25 ans). En plus de qualités physiques (robustesse et endurance), leurs recruteurs cherchent des personnalités particulières : il leur est moins demandé un QI supérieur à la moyenne qu'une forme aiguisée d'intelligence pratique et une capacité non seulement à assimiler des techniques mais à les

### Jeanne Bohec

Jeanne Bohec, à 21 ans, lors de son engagement dans la France libre en janvier 1941. Le recrutement de l'unique saboteuse de la France libre s'explique en partie par son passé d'ancienne employée à la poudrerie de Brest, puis par son affectation à Londres au Laboratoire de l'armement des Forces Françaises Combattantes. Mais elle a aussi étonné son instructeur britannique (masculin...) par sa détermination, son intelligence, sa vivacité d'esprit et son aisance au milieu d'un groupe d'hommes, au point de la qualifier d'« *étrange petite femme* » et de « *garçon manqué* ». Sa mission est en revanche typique : elle totalisera une cinquantaine de séances d'instruction en Bretagne à compter de mars 1944, avant de se transformer en agent de liaison durant l'été.

### André Rondenay

André Rondenay, fils de général et polytechnicien, s'est évadé en décembre 1942 d'un *Oflag* et a réussi à rejoindre la France, puis Londres via les Pyrénées au prix d'une nouvelle évasion d'une prison espagnole. Volontaire pour une mission spéciale, il est formé, puis parachuté en septembre 1943 comme responsable d'un des plans de sabotage pour le Jour J (plan Tortue). Sur place, il va devoir assumer la fonction de délégué militaire de la région P (Ile-de-France), et y coordonnera une campagne de sabotages d'usines jusqu'au printemps 1944, en payant de sa personne. Après le Débarquement, il continue son action en province, revient à Paris mais y est arrêté fin juillet. Extrait d'un train alors qu'il allait être déporté, il est exécuté par la Gestapo le 15 août 1944.



Service Historique de la Défense.



Musée de l'Ordre de la Libération-Paris

transmettre aux résistants qu'ils vont côtoyer. Par ailleurs, travaillant souvent en équipe ou à la tête d'un groupe, ils doivent faire preuve d'adaptabilité et de capacité à inculquer sang-froid et discipline – caractéristiques que n'ont pas forcément ces volontaires souvent dotés de fortes personnalités et dont l'engagement a parfois été synonyme de rébellion individuelle.

Toutes ces qualités recherchées transparaissent des appréciations des instructeurs britanniques. Ainsi le polytechnicien André Rondenay impressionne-t-il par son *leadership* non ostentatoire (« *demande à être traité exactement comme les autres* »), « *toujours prêt à aider l'un de ceux qui restent en arrière* ». Ainsi la complémentarité et l'entente entre André Jarrot et Raymond Basset est-elle mise à leur actif (« *sans conteste deux des meilleurs étudiants qu'il m'aient été donné de rencontrer pour peu qu'ils constituent un binôme et travaillent ensemble* ») tout comme leur aptitude à garder en toutes circonstances leur *self-control* bien qu'ils « *aiment le vin, les femmes et les chansons* » (!).

## L'épreuve du terrain

Les besoins croissants font que la plupart des volontaires finissent par partir en France, même avec des appréciations mitigées. Celles-ci permettent surtout d'orienter leur affectation : l'aptitude à respecter des règles de sécurité sera impérative pour un saboteur clandestin en milieu urbain, moins cruciale pour celui envoyé dans un maquis, peu exigé du futur membre d'un commando.

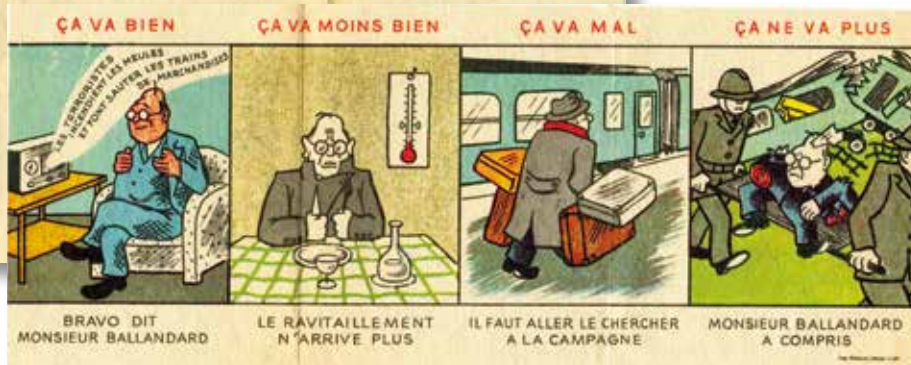
En pratique, la majorité des saboteurs auront des tâches d'instructeurs, circulant avec une valise contenant leur matériel de démonstration (explosifs et armement). Certains instructeurs se transformeront en chefs de groupes spécialisés dans le sabotage, par exemple Jacques Nancy et sa « Section spéciale de sabotage » en Charente. D'autres prendront la tête de maquis à l'été 1944, du fait de la pénurie de cadres mais aussi du prestige dont bénéficient fréquemment les envoyés de Londres.

Mais d'autres saboteurs sont chargés d'emblée de cette forme d'action directe : ce sont les « missions spéciales », dont certaines comme le sabotage du barrage de Gigny (par Maurice Pellay) ou les célèbres Armada I et II réalisées par Jarrot et Basset, alimenteront le légendaire des saboteurs grâce à leur réussite spectaculaire. Enfin, moins connus sont les quelques contre-saboteurs parachutés à l'été 1944 pour empêcher des destructions, notamment dans les ports méditerranéens avant le débarquement de Provence.

Au total, sur 147 saboteurs dont on connaît le destin final, 42 ont été mis hors de combat : arrêtés, blessés ou abattus. Parmi eux, 25 sont morts (dont 4 des 18 déportés). 11 d'entre eux ont été faits Compagnons de la Libération. ■

(1) Sébastien Albertelli, *Histoire du sabotage. De la CGT à la Résistance*, Perrin, 2016, page 293 et suivantes, Franck Lambert, *Les saboteurs de la France Combattante*, Histoire et Collections, 2015.

...et les trains déraillent!



## « Et les trains déraillent! ».

Tract de la propagande vichyste dirigé contre la Résistance et ses sabotages de voies ferrées [1944]. Dépliant à trois volets. Format ouvert : 26,5 X 10,6 cm format fermé : 9 X 10,6 cm. Imprimerie Robaudy à Cannes.

## Les propagandes nazie et vichyste contre les sabotages

Par Bruno Leroux

La flambée des sabotages à partir de l'été 1943 se reflète dans la propagande officielle, qui ne peut plus les passer sous silence.

### Deux exemples : une affiche haineuse et un tract « humoristique »

L'exemple le plus célèbre est « l'Affiche rouge » (février 1944), par laquelle la propagande nazie veut mettre en avant les étrangers « judéo-communistes » du groupe Manouchian comme auteurs principaux des attentats et sabotages. Elle joue sur trois ressorts auxquels la population est supposée sensible (xénophobie, antisémitisme et anticommunisme) pour détacher celle-ci de la Résistance <sup>(1)</sup>. Mais pour l'illustrer, ce sont trois photos de sabotages ferroviaires qui prédominent, sans doute parce qu'implicitement cette forme d'action peut affecter tous les Français via la question des transports de marchandise.

C'est ce que Vichy illustre explicitement au même moment avec le tract dépliant *Et les trains déraillent* : il met en scène un auditeur français de la BBC qui, après s'être satisfait dans son fauteuil des incendies de meules et des sabotages ferroviaires, souffre de la faim et du froid puis, allant chercher du ravitaillement en train se retrouve victime d'un déraillement de la Résistance. En ne parlant que des sabotages qui peuvent être reliés aux problèmes de ravitaillement (nourriture et charbon), Vichy tente ainsi d'attribuer à la Résistance les dramatiques problèmes de pénuries affectant les grandes villes du fait du pillage économique du pays par l'occupant.

### Une propagande sans prise sur le réel

Dans les deux cas, ces propagandes frappent par leur inadaptation à la réalité de 1944 : le ressort

« judéo-communiste » ne pouvait qu'apparaître cassé au moment où le double phénomène du refus du STO et des maquis brassait de façon visible tous les milieux et toutes les origines politiques. Et la faillite des services du Ravitaillement général face aux pénuries n'était pas une nouveauté : la pratique généralisée d'un marché noir ou gris de subsistance remontait à 1941. Elle avait même constitué un des marqueurs-clés de la défiance précoce des Français à l'égard de Vichy, incapable de jouer le rôle protecteur justifiant son existence.

Ceux pour lesquels les sabotages ferroviaires sont un réel dilemme, ce sont les cheminots eux-mêmes, puisque leur entreprise assume à la fois des transports au service de l'Allemagne (de plus en plus) et d'autres essentiels à la survie économique de la France.

L'affiche vichyste sur le sabotage des locomotives met évidemment en avant ce second aspect pour camoufler le premier. Mais, en mettant en scène un saboteur extérieur, elle dissimule aussi les complicités internes nécessaires à de tels sabotages. Une autre affiche révèle indirectement qu'il y a bien un problème chez le personnel SNCF lui-même : dans une corporation particulièrement attachée à son matériel et fière de sa technicité, le simple fait d'avoir à rappeler qu'il faut bien soigner sa machine est un indice de la dégradation de la culture du « travail bien fait » dans l'entreprise sous l'Occupation. ■

(1) Sur l'affiche les membres du groupe sont dénoncés surtout comme auteurs d'« attentats », accessoirement de « déraillements ». La proportion s'inverse dans les photos, où prédominent les sabotages ferroviaires.



Deux affiches destinées au personnel de la SNCF.

### Pour en savoir plus

- le site [museedelaresistanceenligne.org](http://museedelaresistanceenligne.org), analyses de l'Affiche rouge et du tract « Et les trains déraillent ».
- « Les cheminots dans la Résistance », numéro spécial de *La Lettre de la Fondation de la Résistance*, 2005 (affiches SNCF).

# Presse clandestine et sabotages : à propos des photographies

Par Bruno Leroux

À défaut d'une étude approfondie des journaux clandestins eux-mêmes, qui serait à mener à partir de la collection numérisée sur le site Gallica, il est intéressant de déchiffrer les contextes dans lesquels paraissent les rares photographies de sabotages au sein de cette presse.

De façon générale, l'usage de la photographie dans la presse clandestine apparaît en 1943 et reste très exceptionnel. Il semble limité à quelques grands journaux imprimés. Dans ce minuscule corpus, le sabotage ferroviaire est une des rares actions résistantes représentées, notamment parce qu'il a une puissance symbolique peu égalable tout en n'exposant pas les visages des résistants eux-mêmes<sup>(1)</sup>. Un bref survol des grands journaux clandestins en 1943-1944 permet de repérer deux occurrences intéressantes.

## Les photos parues dans *Combat* et *Libération*

C'est d'abord *Combat* n° 44 du 15 mai 1943 qui reproduit les dégâts infligés sur la ligne Ussel-Limoges au viaduc de «Moutiers» (en fait Bussy-Varache, dépendant de la commune d'Eymoutiers). Le journal ne date ni n'attribue le sabotage et la photographie illustre une rubrique «A l'attaque des trains allemands» mélangeant les bombardements et mitraillages de l'aviation alliée et les sabotages des «Forces Françaises combattantes de la métropole».

Or, ce sabotage a été commis par le communiste Georges Guingouin et son groupe dans la nuit du 12 au 13 mars 1943. Les résistants de *Combat* le savent sans doute<sup>(2)</sup> mais le passent sous silence et l'éditorial en page 1 de leur chef, Henri Frenay, permet de comprendre pourquoi et de vérifier que l'entente au sujet de l'action «militaire» immédiate n'exclut pas la méfiance politique entre résistants. Intitulé «Unité», il avertit : «S'il en était dans l'Empire ou en France qui croient pouvoir profiter de la libération pour instaurer chez nous une dictature sous quelque forme que ce soit, ils verraient se dresser contre eux la résistance unanime et tout le pays. La victoire sera celle de la France et non celle de la réaction ou d'un clan». Implicitement sont ici visés le général Giraud en Afrique du Nord et le PCF en métropole.

En septembre 1943, le mouvement Libération-sud fait paraître le 15 du mois un numéro spécial de son journal intitulé «Un mois de résistance française». Il présente sur deux pages une liste d'attentats et sabotages «sur le front intérieur», qu'illustrent deux vues d'un déraillement de wagons citernes sur la ligne Mâcon-Chalons, attribué aux Groupes Francs des Mouvements unis de Résistance (dont fait partie Libération). En fait, la composition de ce numéro doit s'apprécier en relation avec le «numéro spécial illustré» consacré le même jour aux fronts extérieurs. Celui-ci est constitué de quatre pages de photographies reçues des services du Comité Français

de la Libération nationale : épisodes de la conquête de la Tunisie, images de la guerre, atrocités allemandes, actualités...

Le dyptique constitué par ces deux numéros, qui s'équilibrent, vise à présenter la résistance intérieure comme un partenaire à parts égales des Alliés et du CFLN. Certes, cet équilibre est d'autant plus justifié qu'il recouvre une réalité : l'accroissement massif des sabotages à partir de l'été 1943. La photographie (pour autant qu'il s'agisse d'un choix) reflète elle-même le phénomène, puisque la Saône-et-Loire est alors un département en pointe en matière de sabotages ferroviaires<sup>(3)</sup>.

## De l'importance des attributions

Mais la comparaison avec *Combat* du 15 mai 1943 fait apparaître autre chose : dans celui-ci les auteurs des sabotages étaient qualifiés de «Forces Françaises Combattantes», appellation créée par la France libre et qui, reprise dans le journal, affichait l'union revendiquée des résistants et de De Gaulle (face à Giraud). Quatre mois plus tard, l'union de Gaulle-Giraud étant réalisée à Alger, Libération attire l'attention sur les sabotages perpétrés par les «Groupes francs des MUR» (par la photographie mais aussi par un communiqué en page 1). C'est qu'à cette date la priorité pour les mouvements de résistance est de revendiquer la direction effective de l'action résistante en métropole, face au pouvoir d'Alger et à un moment où ils craignent d'en être dépossédés par la création du Conseil national de la Résistance, où ils côtoient partis politiques et syndicats.

Ironie de l'histoire : le sabotage qu'illustrent les deux photographies de Libération n'est pas le fait des Groupes Francs des MUR, comme le sous-entend leur légende, mais d'hommes d'un maquis FTP dirigés par Louis Ninot, lequel est en liaison étroite avec la mission de sabotage Armada de la France libre ! Cela dit, même si cette fausse attribution a été faite en connaissance de cause, ce dont on ne peut être sûr, les GF des MUR ont aussi réussi des sabotages à l'époque. Mais peut-être aucune photographie de ceux-ci n'était-elle disponible. Un autre critère a dû jouer : ce sabotage, comme celui du viaduc de Bussy-Varache reproduit dans *Combat*, avait eu un retentissement très important, renforçant le caractère de preuve induit par la photographie<sup>(4)</sup>.



Extrait de *Combat* n° 44, 15 mai 1943, page 3.

Extrait de *Libération*, numéro spécial, 15 septembre 1943, page 2.

Ces deux journaux ne publieront plus de photographies de sabotages après cette date. Les raisons peuvent être multiples. Il semble d'abord qu'ils recourent moins à la photographie en général, peut-être pour des raisons techniques et pratiques, mais aussi parce que la Résistance n'a plus à faire la preuve qu'elle est l'auteur de ces actions : la propagande officielle le reconnaît elle-même. La fonction de «certification» de la photographie est donc de moindre utilité. Bien plus, elle peut apparaître comme à double tranchant, après les quelques déraillements aux conséquences tragiques de l'automne 1943 et de l'hiver suivant : leurs conséquences possibles inquiètent suffisamment *Combat* pour que, dans un entrefilet de décembre 1943 consacré aux «faux et provocations» des collaborateurs, le journal en vienne à leur attribuer «de faux déraillements de trains français qui ont fait des dizaines de malheureuses victimes»<sup>(5)</sup>. ■

(1) Cf. l'unique reportage sur un maquis publié dans le n° 40 de *Libération* (décembre 1943, p. 3), qui relate le défilé des maquisards de l'Ain à Oyonnax le 11 novembre 1943, floute les visages des principaux protagonistes.

(2) Fabrice Grenard, *Une légende du maquis*, Vendémiaire, 2014, p. 128 (sur le sabotage) et 142-144 (sur la revendication par *Combat* d'un autre sabotage fait en réalité par Guingouin, en mai 1943).

(3) Le plus actif sur l'année 1943 (246 sabotages), selon André Jeannet, *La Seconde guerre mondiale en Saône-et-Loire*, JPM éditions, 2003, p. 218.

(4) Sur ce sabotage de la nuit du 7 au 8 août 1943 près de Varennes-le-Grand, voir Patrick Veyret, *Histoire de la Résistance en Saône-et-Loire*, La Taillanderie, 2001, p. 55, et André Jeannet, *Mémorial de la Résistance en Saône-et-Loire*, JPM Editions, 2005, p. 293.

(5) *Combat*, n° 52, décembre 1943, page 1.